



ORLÉANS - TOURS

SNASUB - Infos

*Le bulletin académique du Syndicat National
de l'Administration Scolaire, Universitaire
et des Bibliothèques (SNASUB - FSU)*

Numéro 15

Avril 2018

Non aux suppressions de postes administratifs ! Oui au service public !

Malgré l'avis unanime défavorable exprimé par les représentants des personnels lors du Comité technique académique du 20 mars dernier, **9 supports administratifs vont disparaître au final à la prochaine rentrée**. Rappelons qu'entre 2004 et 2011, 8 000 postes administratifs furent détruits, notamment par le regroupement d'agences comptables et la mutualisation de services entiers (DNB, gestion des personnels du 1er degré...) dans les Inspections académiques. Certes, entre 2012 et 2017, plusieurs dizaines de milliers de postes ont été recréés dans la Fonction publique d'État mais seulement 450 pour la filière administrative dans l'enseignement scolaire ! Autrement dit, c'est une nouvelle saignée qui s'annonce avec l'objectif gouvernemental de supprimer 120 000 emplois de fonctionnaires dont 50 000 pour la seule Fonction publique d'État.

- 5 postes administratifs en EPLE et dans les CIO

Un support de B disparaît au collège du Chatelet du fait de la fusion avec celui de Châteaumeillant. De même, l'orientation des élèves est durement visée : un poste de SAENES est rayé de la carte dans chacun des CIO de Bourges, Chartres et Blois. Au CIO d'Orléans, c'est rien de moins que 2,5 supports de C qui sont enlevés pour une seule création à Blois. En groupe de travail, l'intervention des représentants du SNASUB-FSU a permis d'éviter une suppression en lycée chez les personnels de laboratoire. Par ailleurs, 1 poste de B et 0,5 en C sont transférés du LP Maréchal Leclerc vers le Lycée Jean Zay d'Orléans dans le service mutualisé de la paye des CUI et AED du Loiret.

- 4 supports dans les services académiques

Au rectorat d'Orléans, 3 postes de catégorie C disparaîtront au 1er septembre 2018 et 1 au sein du Service académique de gestion individuelle des personnels des écoles (SAGIPE), prétendument sur-doté, à la DSDEN de Chartres.

Dans notre académie comme dans tout le pays, les buts du gouvernement sont clairs : **réduire le périmètre du service public et d'intervention de l'État, en privatisant certaines de nos missions actuelles, en précarisant encore davantage (CDD) et en réduisant la qualité comme l'accès des usagers au service public**. Face à ces violentes attaques, le **22 mai prochain sera aussi un des moments de la riposte des personnels administratifs et techniques pour défendre le statut et pour développer les services publics**.

**Mardi 22 mai : grève nationale pour
donner un avenir à la Fonction publique !**